

Péléforo gbon Coulibaly, chef sénoufo de Korhogo (1894–1962) : Les ambivalences d'un pouvoir et ses héritages

Dossongou Drissa SORO

Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Cocody)
sdossongou@gmail.com

Résumé

Cet article examine les ambivalences constitutives de la chefferie de Péléforo Gbon Coulibaly, chef des Tiembara de Korhogo (Côte d'Ivoire), dont le pouvoir s'exerce de 1894 à 1962 à travers des régimes d'autorité successifs. Il montre que la longévité de cette chefferie repose sur l'articulation de registres de légitimité hétérogènes – coutumiers, militaires, coloniaux et religieux – ainsi que sur une accommodation continue aux pouvoirs dominants.

À partir d'un corpus de sources variées analysées de manière critique, trois résultats principaux se dégagent. D'abord, l'accession de Gbon en 1894 procède d'un projet paternel de fondation d'un patrilignage nouveau (fanga), validé par une intronisation rituelle révélant la plasticité du poro. Ensuite, la période coloniale transforme cette logique en mécanisme d'accumulation, fondé sur la mobilisation de la main-d'œuvre et l'encadrement du champ religieux. Enfin, la patrilinearisation de la succession engendre une fragmentation dynastique dont les effets se prolongent dans les recompositions politiques contemporaines.

Mots-clés : Péléforo Gbon Coulibaly, Chefferie Tiembara, Korhogo, Intermédiation coloniale, pouvoir.

Abstract

This article examines the constitutive ambivalences of the chieftaincy of Péléforo Gbon Coulibaly, leader of the Tiembara of Korhogo (Côte d'Ivoire), whose authority extended from 1894 to 1962 across successive regimes of power. It argues that the longevity of this chieftaincy rested on the articulation of heterogeneous registers of legitimacy – customary, military, colonial, and religious—as well as on a continuous accommodation to dominant powers.

Drawing on a critically analyzed corpus of diverse sources, the study highlights three main findings. First, Gbon's accession to power in 1894 resulted from a paternal project aimed at founding a new patrilineage (fanga), validated through a ritual investiture that reveals the political flexibility of the poro. Second, the colonial period transformed this logic into a mechanism of accumulation, based on the mobilization of labor and the regulation of the religious field. Finally, the patrilinearization of succession produced a lasting dynastic fragmentation, the effects of which continue to shape contemporary political reconfigurations.

Keywords: *Péléforo Gbon Coulibaly; Tiembara chieftaincy; Korhogo; colonial intermediation; power.*

Introduction

Chef du canton Kiembara pendant près de sept décennies, depuis son accession contestée au pouvoir vers 1894 jusqu'à sa mort, le 19 septembre 1962, Péléforo Gbon Coulibaly a traversé plusieurs séquences politiques majeures : la suzeraineté du KénéDougou de Babemba Traoré, la conquête samorienne, la colonisation française, puis la transition vers l'indépendance. L'alliance qu'il scelle avec Houphouët-Boigny à partir de 1944 prolonge cette capacité d'adaptation au-delà du strict cadre colonial, en inscrivant la chefferie de Korhogo dans la nouvelle architecture politique ivoirienne. Une telle longévité n'a pourtant pas produit un héritage apaisé. Les déchirements intrafamiliaux relayés par la presse au tournant des années 2000, sous l'expression de « guerre des Coulibaly », témoignent au contraire de fractures dont les racines plongent dans les conditions mêmes d'exercice du pouvoir par le patriarche, et qui en constituent aujourd'hui l'un des héritages les plus visibles.

L'historiographie consacrée à cette figure se distribue entre deux registres qu'il convient de distinguer sans les opposer mécaniquement. Le premier est porté par l'œuvre de Tiona Ouattara¹. De sa thèse sur la chefferie Tiembara de Korhogo à ses travaux sur la mémoire, l'initiation et les traditions orales sénoufo, jusqu'à la synthèse consacrée à Péléforo Gbon Coulibaly, son œuvre articule une connaissance interne des institutions tiembara, une réelle érudition documentaire et un engagement en faveur de la valorisation patrimoniale du patriarche. Le second registre, porté par les travaux de Bernus, Labazée, Launay, Aubertin, Bassett ou Förster, met davantage l'accent sur les tensions politiques, les coûts sociaux et les contestations que cette mémoire tend parfois à atténuer.

Dès lors, cet article part de l'hypothèse que la longévité politique de Péléforo Gbon Coulibaly ne résulte pas d'une continuité coutumière, mais de sa capacité à convertir, selon les conjonctures, des ressources de légitimité hétérogènes — force militaire

¹ Historien sénoufo, ancien directeur de l'Institut d'Histoire, d'Art et d'Archéologie Africains (IHAAA).

extérieure, validation initiatique, reconnaissance coloniale, contrôle du champ religieux et alliances politiques — en instruments d'hégémonie locale. Il s'agit donc de comprendre comment une accession fondée sur une rupture de la règle successorale a pu être stabilisée, institutionnalisée et prolongée sous la forme d'une dynastie, tout en produisant les contestations inter-chefferies et les fractures familiales qui en constituent l'héritage. L'article montre ainsi que l'ambivalence n'est pas une contradiction périphérique du pouvoir de Gbon : elle en est le principe de fonctionnement.

Notre démarche s'inscrit dans cette seconde tradition critique, tout en mobilisant le matériau documentaire accumulé par la première. Il ne s'agit donc pas de disqualifier Ouattara, mais de qualifier son régime d'écriture : une mémoire savante située, précieuse pour la reconstruction factuelle, mais à confronter aux autres sources disponibles. Cette précaution répond à une exigence méthodologique centrale. Le présent article repose sur un corpus composé principalement de sources secondaires, de travaux historiographiques, de récits mémoriels et de matériaux publiés. Ces sources sont soumises à une lecture croisée : les données factuelles issues des récits internes sont confrontées aux analyses universitaires ; les récits de protection sont mis en regard des effets sociaux de la mobilisation de la main-d'œuvre ; les discours d'unification sont relus à partir des résistances des cantons périphériques.

Le cadre d'analyse privilégie l'intermédiation politique, entendue comme la position active d'un acteur situé entre autorités extérieures et sociétés locales. Les travaux de Lawrance, Osborn et Roberts, ainsi que la notion de *colonialism from the middle* proposée par Austen, servent ici de repères heuristiques pour saisir les modalités de consolidation de l'autorité de Gbon. L'attention aux administrés, aux chefferies périphériques et aux populations soumises aux prélèvements de main-d'œuvre permet, en contrepoint, d'en restituer les coûts sociaux et les formes de contestation. Les prolongements contemporains de ces tensions sont enfin abordés dans une perspective d'histoire du temps présent.

L'étude s'organise en trois parties. La première partie examine les conditions d'accession au pouvoir et la construction d'une légitimité contestée (1894-1905). La deuxième analyse la figure du chef colonial entre accommodation, accumulation et

contestations (1905-1945). La troisième interroge les formes d'un héritage ambigu, au fondement des recompositions politiques contemporaines, à travers la patrilinéarisation de la succession, la fragmentation de la mémoire et l'instrumentalisation politique contemporaine des tensions inter-chefferies.

1. L'accession au pouvoir et la construction d'une légitimité contestée (1894-1905)

L'arrivée au pouvoir de Péléforo Gbon Coulibaly ne relève ni de la transmission paisible d'une charge héréditaire, ni d'une conquête militaire autonome. Elle procède d'une conjonction singulière : une épidémie de variole qui décime les prétendants légitimes, l'intervention décisive d'un suzerain étranger – Babemba Traoré, roi du KénéDougou –, et la capacité du jeune Gbon à convertir cette intronisation irrégulière en un pouvoir durable. Cette séquence inaugurale est décisive pour l'ensemble de notre analyse, car elle fixe la matrice des ambivalences ultérieures. Le recours à Babemba révèle, dès l'origine, une pratique d'intermédiation qui précède sa formalisation coloniale : Gbon convertit une protection extérieure en ressource de légitimation locale.

1.1. La rupture de la succession matrilineaire et le recours à la force extérieure

Pour mesurer la portée de la transgression qu'inaugure l'accession de Gbon, il convient de rappeler le principe qui régissait la dévolution du pouvoir à Korhogo. En effet, depuis la fondation de la ville par Nanguin, le pouvoir se transmettait selon un système de rotation matrilineaire entre trois lignées – celles de Nanguin, de Tiégolo et de Do –, l'aîné de chaque génération accédant à la charge à tour de rôle (E. Bernus, 1961, p. 287). La transmission s'effectuait par la ligne utérine : la mère de Zwakognon était la sœur d'Iritonon, que Nanguin avait confiée à Tiégolo. Ce système garantissait une forme d'équilibre entre groupes dirigeants et constituait l'un des fondements de la légitimité politique. Zwakognon avait régné dans ce cadre, poursuivant une politique d'alliance avec le KénéDougou de Sikasso qui lui permettait d'étendre son contrôle et de centraliser sa chefferie tout en préservant son territoire des dévastations (R. Launay, 1999, p.

274). La mort de Zwakognon, aggravée par une terrible épidémie de variole qui emporte la plupart de ses fils – Samaga, Fanatré, Fokin – et l'ensemble des anciens susceptibles de régner, crée une vacance du pouvoir sans précédent (E. Bernus, 1961, p. 287-288). Soucieux de transmettre le pouvoir à son fils et redoutant les menaces qui pesaient sur lui, Zwakognon confie ce dernier à Babemba Traoré et lui demande explicitement de « le prendre comme son fils adoptif et de l'aider à venir lui succéder à sa mort, si besoin par la force, pour qu'il soit définitivement vengé de sa famille maternelle » (T. Ouattara, 2021, p. 32-33). Dès lors, l'intronisation de Gbon ne peut être interprétée comme une simple imposition extérieure : elle procède d'un projet paternel clairement formulé. Si Babemba impose militairement la succession, il n'en est pas l'initiateur ; Zwakognon en a fixé les conditions. R. Launay (1999, p. 274) qualifie cette intronisation de « deliberately flagrant contravention of the usual rule of matrilineal succession ». P. Labazée (1990, p. 12) en a mesuré la portée structurelle :

« l'avènement politique de Gbon au détriment de Soro Tyobé tel que Babemba l'imposa militairement au Kiembara en 1894, inaugure en effet une rupture dans la transmission utérine du pouvoir dont la dynamique sur la répartition des postes d'hégémonie régionale ne sera d'ailleurs pleinement perceptible qu'après la deuxième guerre mondiale ».

L'événement de 1894 articule ainsi plusieurs temporalités. Il s'inscrit dans un projet paternel anticipé, constitue une rupture manifeste des règles de succession et produit une reconfiguration durable des équilibres politiques régionaux. À ce titre, il apparaît comme un moment fondateur.

Les traditions orales recueillies par Bernus éclairent les conditions concrètes de ce transfert. Gbon refuse initialement de partir de Sikasso, affirmant : « tant que Babemba est là, mon père n'est pas mort, car c'est à lui que mon père m'a confié » (E. Bernus, 1961, p. 287). Babemba finit par consentir au départ, munissant Gbon d'un cheval harnaché, d'armes et de deux cent cavaliers. L'objectif était clair, il ne s'agissait pas d'une simple restauration de la chefferie paternelle, mais de la création d'un patrilignage nouveau, basé sur l'idée de la force (*fanguï*), c'est-à-dire un «

pouvoir contraignant » ou « pouvoir militaire ». Surtout, Gbon négocie avec Soro Kolehê – qui venait de succéder à Zwakognon selon les règles coutumières – la reconnaissance de deux chefferies distinctes et parallèles (T. Ouattara, 2021, p. 47-48). Cette négociation révèle que Gbon, loin de nier la légitimité matrilineaire, cherche à la faire coexister avec un principe nouveau fondé sur la force militaire et la filiation patrilineaire. L’ambivalence est inscrite dès l’origine dans la structure même du pouvoir.

1.2. Le Tiologo dans le bois sacré, la légitimation rituelle d’une accession irrégulière

L’investiture militaire ouvrait un déficit que seul le registre religieux pouvait combler. C’est dans le *poro* que se joue la conversion de la force imposée par Babemba en autorité reconnue par les institutions sénoufo elles-mêmes – opération dont le Tiologo constitue l’opérateur ritualisé. En effet, l’intervention de Babemba, si elle règle la question de la succession politique, ne saurait à elle seule fonder la légitimité d’un chef en pays sénoufo. L’autorité du chef repose aussi sur sa validation par les institutions initiatiques, au premier rang desquelles le *poro*. C’est dans le bois sacré que s’accomplit le Tiologo, cérémonie d’intronisation rituelle. L’initiation a lieu entre avril et août 1894, dans le bois sacré Sinzangboho, à Nanguinkaha, sous la protection de Soro Nanguin. Ce dernier plaide auprès des notables du bois sacré pour que « l’initiation de son protégé ne dure pas les sept ans réglementaires et que, par conséquent, les étapes rituelles soient condensées et raccourcies. Les gardiens du bois sacré n’y virent aucun inconvénient » (T. Ouattara, 2021, p. 49).

Le raccourcissement de l’initiation, explicitement sollicité par Soro Nanguin et accepté par les gardiens du bois sacré, constitue une dérogation décisive dans le processus de légitimation de Gbon. Sans permettre d’en déduire l’existence d’une procédure générale de « rattrapage », cet aménagement montre que les institutions initiatiques pouvaient adapter la séquence rituelle à une conjoncture politique exceptionnelle. Le Tiologo confère ainsi à Gbon une reconnaissance que l’investiture militaire de Babemba ne pouvait, à elle seule, garantir : son pouvoir est désormais inscrit dans le registre du sacré, et non plus seulement dans celui de la force.

Dans le cas de Gbon, cette adaptation revêt une importance particulière : la décision du conseil familial de le faire périr au cours des rites demeurait en vigueur, ce qui explique l'encadrement personnel de la cérémonie par Nanguin. L'épisode met ainsi en évidence la capacité des institutions du poro à aménager les conditions de la légitimation dans une situation exceptionnelle. L'articulation du politique et du religieux apparaît ici centrale : la reconnaissance rituelle rend une accession imposée par la force recevable au sein des institutions sénoufo. Le poro ne se contente donc pas d'entériner l'ordre établi ; il contribue à rendre politiquement recevable une succession irrégulière.

1.3. Retournements d'allégeance et stratégie de survie

La consolidation du pouvoir de Gbon entre 1894 et 1905 mobilise prioritairement le registre militaire – alliances successives avec Samory puis avec la France –, mais elle s'inscrit simultanément dans une diplomatie inter-chefferies qui relève du registre coutumier : alliances matrimoniales, échanges cérémoniels, recompositions des hiérarchies régionales. La particularité du dispositif tient à la conversion permanente de l'un vers l'autre, chaque accommodation extérieure trouvant son rendement dans la consolidation des positions intérieures.

La décennie qui suit l'intronisation de Gbon (1894-1905) voit s'effondrer successivement les deux puissances qui se disputaient l'hégémonie sur le pays sénoufo. Chacun de ces effondrements constitue pour Gbon une épreuve de réalignement dont il sort, à chaque fois, renforcé. Le premier basculement intervient avec l'affirmation de Samory Touré comme puissance dominante. Gbon adopte une stratégie de soumission anticipée, s'inscrivant dans la continuité d'une diplomatie paternelle fondée sur l'évitement du conflit. Bernus (1961, p. 289) rapporte que Samory rappelle avoir reçu de Zwakognon une lettre rédigée en arabe déclarant: « Je ne suis pas un guerrier, mais un cultivateur, je ne veux pas la guerre, je me confie à vous ». Gbon pousse cette logique bien au-delà du geste symbolique. Il envoie son frère Kasouna combattre aux côtés de Samory, participant aux prises de Noumoudara et de Banfora. R. Launay, (1999, p. 274) note que Korhogo devient l'un des alliés stratégiques les plus importants de Samory, « supplying his army with both food and soldiers ». La soumission est donc un investissement calculé, qui rapporte à Péléforo Gbon la protection

d'une puissance militaire supérieure tout en affaiblissant les chefferies rivales.

Il importe de situer ces alliances dans le jeu régional. En effet des différends opposaient Korhogo et Sinématiali dès le règne de Zwakognon, et la formation militaire de Gbon à Sikasso incluait sa participation à la victoire contre Sinématiali². L'alignement sur des puissances extérieures n'est donc pas seulement une réponse à la domination impériale : c'est aussi un levier de renforcement face à des adversités locales. P. Labazée (1990, p. 12) éclaire cette dimension diplomatique en montrant que Gbon « prend soin de déléguer une partie de son pouvoir à ceux de ses frères qui furent le plus intimement associés au règne de Zwakognon », noue des alliances matrimoniales « avec les chefs Nangninimata de Napié, Namogo de Karakoro, Fondio Coulibaly de Sinématiali » et institutionnalise les échanges cérémoniels, déployant une intense activité diplomatique « en vue de fédérer sous son autorité les chefferies Senufo ». Ce tableau vient nuancer l'image d'un chef uniquement réactif aux pressions extérieures. Gbon poursuit simultanément un projet hégémonique régional dont les alliances extérieures ne sont qu'un moyen.

Le second retournement, face à la colonne française, obéit au même schéma. Gbon rencontre le commandant Pineau à Kombolokoro et se présente en cultivateur désireux de paix (E. Bernus, 1961, p. 290). Il transmet aux Français des renseignements sur les positions de Samory, convertissant en capital politique auprès du nouveau maître ce qui constituait, la veille encore, une alliance avec son ennemi. Les sofas de Samory ne s'y trompent pas, ils accuseront Kasouna de trahison (E. Bernus, 1961, p. 289; Y. Person, 1975, p. 1569-1571). Mais Gbon ne se contente pas de changer d'allégeance. Il instrumentalise la transition pour renforcer son hégémonie régionale. Lorsque les Nafara de Sinématiali se soumettent aux Français par l'intermédiaire de Korhogo, Gbon présente aux officiers français Soro Tiéguélé – un fils – comme chef de Sinématiali, évinçant Soro Lalourgo, le successeur légitime par voie matrilineaire, « Soro Lalourgo en fut offusqué d'autant plus qu'il était le successeur de Yékoulouban, suivant la coutume » (Ouattara, 2021, p. 71). Gbon

² On consultera à ce propos la thèse de doctorat unique de Marie-Laure Soro, 2021, *Histoire de la chefferie senufo Nafara de Sinématiali : 1780-2011*. Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan). L'auteur y aborde les intrigues de Péléforo Gbon pour affaiblir cette chefferie considérée selon les conjonctures du moment comme alliée ou rivale.

exporte ainsi le principe patrilinéaire qu'il a imposé à Korhogo vers les chefferies voisines, utilisant la transition coloniale comme un levier pour recomposer l'ensemble du paysage politique régional. Il avait ainsi réussi la performance de s'établir comme allié principal dans la région de « three different imperial armies, each bitter rivals of the other two » (R. Launay, 1999, p. 274). Ainsi, comme son père Zwakognon, il a su épargner à son pays les malheurs de la guerre grâce à sa souplesse. Cette protection est réelle, et elle constitue l'argument central de la légitimité de Gbon auprès de ses administrés. Mais elle a un coût que le récit laudatif ne mesure pas : c'est dans les régions voisines que les ravages se concentrent, c'est à Sikasso que Kasouna combat, c'est le chef de Napié qui signale les sofas sur son territoire. Le pragmatisme de Gbon redistribue les coûts de la violence sans les abolir. L'installation du centre administratif français à Korhogo en 1903, que Launay qualifie de « major coup » pour son chef, consacre cette trajectoire en transformant l'accommodation en position institutionnelle.

La séquence 1894-1905 fixe ainsi le modèle politique que Gbon perfectionnera tout au long de son règne c'est-à-dire un pouvoir fondé sur la capacité à capter les forces des dominants extérieurs pour renforcer une hégémonie locale qui redistribue les bénéfices vers Korhogo et les coûts vers les cantons périphériques.

2. Le chef colonial: entre accommodation, accumulation et contestations (1905–1945)

La nomination de Gbon comme chef de canton en 1905, avec l'avènement du régime d'administration civile, marque un changement de nature dans l'exercice de son pouvoir. L'accommodation, jusqu'alors dictée par des rapports de force militaires en recomposition permanente, s'inscrit désormais dans un cadre institutionnel stable qui en démultiplie les ressources autant que les contradictions. L'administration coloniale a besoin d'intermédiaires capables de remplir les tâches que la faiblesse de son encadrement lui interdit d'assumer directement – perception de l'impôt, recrutement de travailleurs, fourniture de vivres, maintien de l'ordre. Gbon s'impose comme le plus efficace d'entre eux. Mais cette efficacité n'est pas désintéressée. La collaboration des notables locaux est ambivalente : elle n'est consentie que dans

l'exacte mesure où elle renforce les instruments économiques, idéologiques ou politiques de leur hégémonie régionale, et conforte leurs stratégies d'accumulation personnelle ou collective (Labazée, 1990, p. 3). De stratégie de survie face aux puissances précoloniales, l'accommodation se transforme, à l'époque coloniale, en mécanisme d'accumulation.

2.1. Le "bon chef" de l'administration : légitimation coloniale et résistances locales

Aux yeux de l'administration coloniale, Gbon incarne le modèle du chef indigène idéal. Le chef du canton Kiembara :

« commande à 112 villages (...), jouit d'une grosse influence et d'une grande réputation loin en dehors du cercle. Il vit de ses plantations, s'occupe de commerce et touche des remises importantes (...). [Il] a montré depuis le début de la guerre, qu'il s'agisse de grains pour la défense ou de recrutement des tirailleurs la meilleure bonne volonté »³.

Ce portrait est révélateur à double titre. Il montre d'abord que l'utilité de Gbon pour l'administration ne se réduit pas à la soumission politique, elle réside dans sa capacité concrète à mobiliser des hommes et des ressources à grande échelle. Il révèle ensuite que le chef de canton est lui-même un acteur économique – planteur et commerçant – qui profite matériellement de sa position d'intermédiaire. L'administration récompense cette efficacité par une série de distinctions : invitation à l'inauguration de la gare de Bouaké en 1913, Légion d'honneur et Exposition coloniale de Marseille en 1922, Étoile noire du Bénin en 1938 (T. Ouattara, 2021, p. 111). Ces décorations ne sont pas de simples honneurs. Elles participent d'une mise en scène coloniale qui servait une double stratégie. Le discours officiel prononcé par le Gouverneur lors de l'inauguration du rail à Bouaké en 1913 en fournit un exemple frappant. Il établit :

« un parallèle entre la situation des populations laborieuses du Nord et du Centre, sachant tirer parti

³ Administrateur F. Delmotte, *Fiche signalétique sur Gbon Coulibaly*, juin 1918, Archives de l'Afrique occidentale française (AOF), cote 5G64 cité par Pascal Labazée, 1990, p. 5.

de leur sol (...) [et] celle des indigènes des Lagunes et de la Côte qui, malgré de sérieux progrès, est loin d'être comparable », avant de remercier « les chefs de Korhogo, de Dabakala, et l'Almamy de Bondoukou du loyalisme qu'ils ont toujours témoigné »⁴.

Ce discours administratif, en apparence protocolaire, dépasse le cadre formel. Il participe à la construction d'un imaginaire colonial du Nord présenté comme « laborieux » et « loyal », dans la continuité des premières descriptions administratives du début du XXe siècle. Mais ce stéréotype ne relève pas uniquement d'une représentation produite par l'administration : il sert aussi la stratégie de légitimation du chef local. En valorisant une région réputée stable et productive, il contribue à asseoir l'autorité d'un chef dont l'accession s'est opérée en rupture avec les normes coutumières. Se dessine ainsi une convergence d'intérêts entre discours colonial et pouvoir local : l'un produit les catégories de légitimation, l'autre les mobilise pour consolider sa position.

La crise de 1922 en témoigne. L'année même où Gbon est honoré à Marseille, de nombreuses plaintes sont formulées contre lui par ses administrés. Gbon est accusé « d'abus sur ses administrés par l'augmentation des impôts de capitation afin de recevoir des ristournes substantielles », de « récupérer les salaires versés aux manœuvres des chantiers publics et privés » et de ne prêter « aucune attention aux mauvais traitements que ses hommes infligeaient aux porteurs, aux recrutés du service militaire et aux manœuvres ». Surtout, « sa trop grande propension à s'immiscer dans la gestion des chefferies environnantes, en cherchant à y instaurer le système de succession patrilinéaire, commençait à agacer l'Administration du cercle » (T. Ouattara, 2021, p. 115). L'administration répond en supprimant sa politique d'administration indirecte, en attisant les rivalités des autres chefs et en substituant à Gbon son frère Kasouna. Ce dernier chef d'accusation est capital; il révèle que l'exportation de la patrilinéarité vers les chefferies voisines constituait une stratégie systématique et non un accident. Aubertin éclaire le contexte structurel en citant la Chambre de Commerce de 1922 : « si l'argent manque dans le cercle de Korhogo, il n'y a qu'à donner des hommes

⁴ Lieutenant-Gouverneur de la Côte d'Ivoire, *Rapport politique trimestriel*, avril 1913, adressé au Gouvernement général de l'Afrique occidentale française (AOF), cité par Pascal Labazée, 1990, p.11-12.

de ce cercle aux exploitations forestières qui apprécient, à juste titre, la main-d'œuvre de la race Korhogo, très travailleuse » (Aubertin, 1980, p. 12).

Cette période correspond à une recomposition des rapports de pouvoir à l'échelle régionale. Le chef de Korhogo impose ou soutient le maintien de successions patrilineaires à la tête de chefferies voisines – Coulibaly Tiéguélé à Sinématiali, Sémignan chez les Pallaka de Koumbala – et manifeste une hostilité marquée à l'égard des chefs désignés selon les règles matrilineaires, qu'il tient « en inimitié, voire en haine » (T. Ouattara, 2021, p. 110). La promotion de Gbon au rang de chef de Province en 1942 entérine cette domination. Elle s'accompagne d'une relation privilégiée avec l'administration coloniale, qui le distingue au sein du système d'administration indirecte. À ce titre, il apparaît comme un « chef de canton extraordinaire », le seul de la colonie avec lequel l'administration entretient, pendant près d'un quart de siècle, une politique suivie de gouvernement indirect (T. Ouattara, 2021, p. 162). Cette hégémonie demeure toutefois contestée. Lors des élections à l'Assemblée constituante de 1945, malgré son soutien actif à Houphouët-Boigny, plusieurs chefs s'en démarquent : « Fondio Coulibaly de Sinématiali, Nagninimata Omar Diarrassouba de Napiéolédougou, Péoué Ouattara de Karakoro et Zana Coulibaly de M'Bengué le trahirent en votant pour le candidat Tidiane Dem » (T. Ouattara, 2021, p. 184). Cette opposition s'explique en partie par des intérêts économiques divergents, les chefferies concernées percevant dans l'alliance entre Gbon et Houphouët une menace pour leurs propres ressources (P. Labazée, 1990, p. 15). La résistance des cantons périphériques s'inscrit ainsi dans une économie politique de la main-d'œuvre.

2.2. Main-d'œuvre sénoufo et alliance avec Houphouët-Boigny

La question de la main-d'œuvre est le nerf de l'économie coloniale dans le Nord ivoirien, et c'est à travers elle que se révèle le plus clairement la nature du pouvoir de Gbon. C. Aubertin (1980, p. 14) a restitué la brutalité structurelle du système en montrant que le cercle de Kong – dont Korhogo est le centre – était traité comme « la "vache à lait" de la colonie à qui l'on pouvait tout demander, vivres et main-d'œuvre ». P. Labazée (1990, p. 6) en a documenté les effets sur le tissu social :

« la situation coloniale, et singulièrement les prélèvements en travail, en grains et la perception de l'impôt, sont à l'origine des disettes régulièrement signalées dans les subdivisions de Kong et Boundiali. Mais, plus encore, elle affecte durablement les formes de domination et le mode de reproduction des dépendances sociales en pays Senufo ».

Les chiffres compilés donnent la mesure de la ponction. En effet, près d'un homme valide sur quatre est détourné du circuit économique local – une proportion sans équivalent dans les autres régions de la colonie (Aubertin, 1980, p. 29). L'apport conjoint d'Aubertin et de Labazée est ici décisif : là où la première mesure l'ampleur quantitative de l'extraction, le second en révèle les conséquences qualitatives sur les structures d'autorité et de dépendance. Le système colonial ne se contente pas de ponctionner des bras. Il reconfigure les hiérarchies sociales en plaçant le chef de canton au centre du dispositif d'extraction.

Gbon n'est pas un simple relais dans ce système. Il en tire profit et en oriente les flux. T. Bassett (2002) a montré que l'introduction des cultures de rente dans le Nord repose entièrement sur la médiation des chefs de canton, qui supervisent les plantations et organisent le travail collectif au profit de l'économie d'exportation. Dès 1908, une plantation cotonnière de dix hectares est placée sous l'autorité directe du chef, et l'Association cotonnière coloniale conclut à la nécessité d'une « production indigène » économisant le paiement journalier de la main-d'œuvre (Labazée, 1990, p. 7). Ces données, croisées avec celles de T. Bassett, montrent que l'économie cotonnière coloniale repose sur des formes précapitalistes d'exploitation où les structures d'autorité coutumière – le tribut en travail dû au chef – sont réorientées vers la production d'exportation. Toutefois, cette accumulation avait un coût distribué : Péléforo Gbon orientait systématiquement les recruteurs vers les cantons Nafara et Niéllé afin d'épargner son propre canton (E. Djigbé et N. Soro, 2025, p. 1031-1032). La protection de Korhogo, célébrée par la tradition familiale, s'effectue donc au prix d'une exploitation renforcée des cantons périphériques.

C'est dans ce contexte de recrutement différentiel que s'inscrit le rapprochement avec Houphouët-Boigny. Fin 1944, Félix

Houphouët fait halte à Korhogo et prend contact avec l'Imam Fofana Siriki, l'un des membres les plus influents de la communauté islamique locale. Mais c'est par l'intermédiaire de Dramane, fils cadet de Gbon, que l'alliance est scellée. Le président du Syndicat Agricole Africain obtient du chef Kiembra l'organisation du recrutement de 1 500 travailleurs volontaires, « payés 2 400 francs en fin de contrat annuel – soit un salaire cinq fois supérieur à celui que pratique le colonat européen » (Labazée, 1990, p. 15). Deux dimensions méritent d'être soulignées. D'une part, la différence de rémunération transforme la nature du recrutement : la main-d'œuvre est désormais volontaire et mieux payée, ce qui sape les bases du monopole colonial sur le travail forcé et constitue, selon Labazée, « la première victoire du combat syndical ». D'autre part, l'alliance est exprimée sur le mode de la filiation. Félix Houphouët est désigné comme le « premier fils » (dja lèou) de Péléforo Gbon (Labazée, 1990, p. 3). Cette métaphore de la parenté n'est pas ornementale. Elle inscrit la relation politique dans le registre des obligations familiales, rendant la défection impensable. Gbon délègue ensuite ses fils au congrès fondateur du RDA à Bamako en 1946 et résiste aux pressions du gouverneur Péchoux. R. Launay (1999, p. 282) observe qu'il était commode, tant pour l'administration que pour Gbon, « to dismiss local PDCI influence as the work of Dyula "agitators" ». Le chef de province joue sur les deux tableaux, nationaliste auprès d'Houphouët-Boigny, loyaliste auprès du commandant de cercle.

2.3. Conversion à l'islam et mutation patronymique : une stratégie identitaire

La dernière ambivalence de la période coloniale touche à l'identité même du chef Gbon et, par extension, de sa lignée. Né Soro Péléforo Gbon, le chef de Korhogo est désormais connu sous le nom de Coulibaly Péléforo Gbon. Le patronyme sénoufo Soro est l'équivalent du dyamu mandé Coulibaly, et Gbon – signifiant « babouin » en mandé – est un surnom personnel. Mais cette équivalence technique masque un déplacement culturel profond. En effet, en adoptant le patronyme Coulibaly et en se convertissant à l'islam, Gbon inscrit sa lignée dans l'univers patronymique mandé-dioula, c'est-à-dire dans un réseau d'identification lié au commerce et à l'islam. Cette position duale était précisément celle des Sénoufo musulmans les plus prospères, capables de "enjoy the

best of both worlds" (R. Launay, 1999, p. 287). Le changement de nom ouvre ainsi l'accès au secteur commercial dominé par les réseaux dioula, sans rompre formellement avec les institutions coutumières. Cette mutation identitaire n'est pas subie par le chef mais organisée par lui comme un acte de gouvernement. Dès 1905, Gbon est l'intermédiaire obligé des musulmans pour l'organisation de la *saraka* dans le canton. Labazée détaille ses moyens de contrôle sur la hiérarchie islamique : « subsistance, alliances matrimoniales, encadrement des déplacements, recours à la Qadiriyya ». Surtout, « cette stratégie limite l'émergence d'un islam de résistance à la colonisation et montre que le pouvoir politique structure le champ religieux au service des équilibres économiques et sociaux » (P. Labazée, 1990, p. 8).

Les effets de cette politique se prolongent bien au-delà de la période coloniale. Charles Valy Tuho, ancien recteur de l'Université nationale et lui-même Sénoufo, a exprimé le ressentiment que suscite cette « dyula-isation » dans son ouvrage intitulé *J'ai changé de nom... Pourquoi ?* (1984), où il dénonce une « double aliénation » du Sénoufo – vis-à-vis de la culture européenne et vis-à-vis de la domination mandé⁵, cette dernière qualifiée d'« insidieuse » (R. Launay, 1999, p. 285-286). Il y a un paradoxe dans cette position. En rejetant la dyula-isation au nom d'une « authenticité » sénoufo, Tuho reproduit malgré lui les catégories de l'ethnographie coloniale – l'opposition entre le Sénoufo « naïf » et le Dioula « rusé ». Ce que ni Tuho ni Launay ne théorisent explicitement, c'est le rôle de la chefferie elle-même dans la médiation entre ces deux univers. Le chef de Korhogo ne subit pas la mutation identitaire, il l'organise, en contrôlant simultanément les institutions initiatiques sénoufo et la hiérarchie islamique. La mutation patronymique est définitive – les descendants portent le nom de Coulibaly et de Gon Coulibaly, non celui de Soro – et elle inscrit les conflits de succession ultérieurs dans un registre identitaire mandé qui n'était pas celui des Tiembara d'origine.

⁵ Charles Valy Tuho souligne que les équivalences patronymiques entre Sénoufo et Dioula révèlent une asymétrie profonde : si un patronyme sénoufo comme Soro peut être converti en Coulibaly, l'inverse demeure pratiquement impensable. Cette irréversibilité traduit moins une simple adaptation sociale qu'un rapport de domination symbolique où la norme patronymique mandé tend à s'imposer aux identités sénoufo.

3. L'héritage ambigu : dynastie, mémoire clivée et recompositions politiques

La mort de Péléforo Gbon Coulibaly le 19 septembre 1962 ne clôt pas le cycle des ambivalences ; elle en redistribue les termes. Le patriarche laisse un système de pouvoir dont l'efficacité contenait les germes de sa propre déstabilisation. Dès lors, une question se pose. Comment un pouvoir fondé sur l'articulation instable de registres contradictoires peut-il se transmettre ? Cette transmission ne s'opère pas sans reconfigurer les équilibres sur lesquels reposait l'autorité du patriarche. L'autorité unifiée cède la place à une pluralité d'autorités concurrentes, ouvrant des dynamiques de rivalité entre les détenteurs de ressources différenciées. Les conflits postérieurs ne relèvent donc pas d'accidents biographiques, mais des effets structurels d'un mode de domination qui, en diversifiant ses assises, a multiplié les prétendants à l'héritage. Ces tensions, perceptibles dès les années 1940, demeurent actives et structurantes dans le paysage politique contemporain ; elles relèvent, à ce titre, d'une approche d'histoire du temps présent.

3.1. La patrilinéarisation de la succession et la fondation d'une dynastie

Le basculement décisif intervient en 1942, lorsque Gbon est promu chef de Province et que son fils Bêma lui succède à la tête du canton. L'administration coloniale entend ainsi préparer la relève du patriarche. Elle entérine la fin de la transmission matrilineaire de la fonction, mais exclut aussi le principe d'une succession en faveur des aînés d'une même génération, puisque Kasuna, Mamourou et Valy Pierre, frères de Gbon, en sont écartés » (P. Labazée, 1990, p. 14-15). Péléforo Gbon était « convaincu que la chefferie cantonale et la chefferie provinciale étaient des biens propres, faisant partie de son héritage, puisqu'il était fils de femme achetée » : l'héritier devait donc être un fils qui ne puisse pas transmettre la charge à une famille matrilineaire. Or, la mère de Bêma, Bintou Koné, était « une captive, originaire de la région de Tafiré », ce qui rendait impossible toute transmission vers une lignée maternelle (T. Ouattara, 2021, p. 175). Le choix de Bêma n'est donc pas arbitraire. Il obéit à une logique juridique précise qui verrouille la patrilinéarisation de la succession en exploitant le

statut social de la mère. L'ambivalence fondatrice se prolonge. Péléforo Gbon utilise les catégories coutumières – le statut de la femme achetée, la notion de bien propre – pour fonder un ordre successoral qui contredit précisément le principe matrilineaire dont ces catégories émanent. « La chefferie de Napié refusera seule de reconnaître toute allégeance vis-à-vis de l'autorité de Bêma, et quelques notables régionaux garderont leur distance » (P. Labazée, 1990, p. 15, T. Ouattara, 2021, p. 145).

La diversification des capitaux détenus par les fils de Gbon constitue l'autre face du mécanisme. La stratégie du patriarche avait consisté à distribuer ses sept fils dans des champs d'autorité complémentaires: les aînés – Kolehê, Bêma, Amadou – avaient reçu un enseignement coutumier et coranique qui les associait à la sphère du pouvoir cantonal et religieux ; les cadets – Tyeba, Adama, Dramane, Siramane – avaient été insérés dans le cycle scolaire, accédant à des positions dans l'administration ou dans les réseaux politiques. Cette distribution, conçue pour élargir l'assise de la famille, contenait le germe de sa propre déstabilisation. Chaque fils héritait d'un type de capital – coutumier, religieux, scolaire, politique – qui le prédisposait à contester les positions occupées par ses frères. Le concept d'intermédiation développé par Lawrance, Osborn et Roberts (2006) éclaire cette configuration. Les intermédiaires coloniaux tiraient leur pouvoir de leur position à l'intersection de plusieurs systèmes d'autorité, mais cette position était structurellement précaire, car des intérêts concurrents risquaient à tout moment de la remettre en cause. Or, Péléforo Gbon avait réussi à maintenir la cohérence de cette position par sa seule autorité personnelle. Sa disparition libère les forces centrifuges que son règne avait contenues.

Le conflit qui éclate dès 1950 entre Bêma et Dramane illustre cette fragmentation avec une brutalité. L'opposition entre les deux frères ne se réduit pas à une rivalité de personnes, elle engage, écrit P. Labazée « les conditions économiques de la reproduction du pouvoir local », au point que l'on « chercherait vainement tout usage préalablement réglé et continuellement arbitré de la violence ». L'enjeu est matériel autant que symbolique : c'est le contrôle du travail paysan, base de l'accumulation locale, que Dramane conteste en dénonçant publiquement le travail gratuit que les paysans effectuent sur les terres de Bêma. La mobilisation des institutions sacrées dans ce conflit est particulièrement révélatrice.

Ainsi « les marabouts (mori), les karamoko réputés puissants (waliyou), les initiés du Poro (kafokonrbele, ou tcholèbèlé) sont mobilisés, en particulier dans la région de M'Bengué, Napié, Sinématiali, afin de disperser ou de protéger les missions militantes dirigées par Dramane Coulibaly » (Labazée, 1990, p. 16-17). Cela confirme, d'une part, que la chefferie Tiembara engendre une « confusion du politique et du religieux » par le biais du poro. Il montre, d'autre part, que les cantons périphériques – Sinématiali, Napié – ne sont pas seulement des victimes passives de l'hégémonie de Korhogo : ils sont le théâtre d'une compétition entre factions du lignage dominant qui, en se déployant sur leur territoire, les entraîne malgré eux dans les déchirements de la famille régnante.

La conséquence structurelle de cette fragmentation est que la segmentation devient l'instrument par lequel le pouvoir de domination centrale peut intervenir, sous la forme euphémisée d'un arbitrage entre membres d'un même lignage, au cœur des dynamiques politiques régionales (Labazée, 1990, p. 18). Autrement dit, la division dynastique, loin d'affaiblir le contrôle du pouvoir central sur la région, lui fournit un levier d'intervention permanente. Cette analyse rejoint, dans un tout autre contexte, les observations de Frederick Cooper (2002) sur les mécanismes par lesquels les États postcoloniaux réorganisent les rapports de pouvoir locaux en se posant en arbitres des conflits qu'ils contribuent à entretenir. La mort de Gbon en 1962 rouvre les hostilités. Bêma finit par s'exiler à Kiémou où il fonde le village de Bêmavogo, répétant, à l'échelle familiale, le schéma de sécession territoriale que l'hégémonie de Péléforo Gbon avait précisément cherché à empêcher à l'échelle régionale.

3.2. La mémoire clivée : entre héroïsation et contestation locale

L'héritage mémoriel de Péléforo Gbon Coulibaly est traversé par plusieurs régimes d'écriture qu'il faut éviter d'opposer trop simplement. D'un côté, une entreprise de patrimonialisation construit la figure du patriarche visionnaire et protecteur : l'université de Korhogo porte son nom depuis 2012, le musée régional lui est dédié, et l'ouvrage de Tiona Ouattara publié en 2021 en constitue l'une des expressions les plus élaborées. De l'autre, des travaux plus distancés – Bernus (1961), Launay (1999),

Labazée (1990), Aubertin (1980) ou Bassett (2002) – mettent davantage en évidence les dimensions conflictuelles de ce pouvoir : captation de la main-d'œuvre, déport des charges vers les cantons périphériques, contrôle des hiérarchies islamiques et tensions inter-chefferies.

L'œuvre de Ouattara occupe ici une position particulière. Elle documente avec rigueur les mécanismes de l'exploitation coloniale et la place ambivalente de Gbon dans ce dispositif, tout en donnant à voir, dans l'ouvrage de 2021, une mémoire savante soucieuse de valoriser la figure du patriarche. Cette variation de registre ne constitue pas une incohérence : elle traduit la pluralité des positions d'écriture d'un historien à la fois analyste des structures coloniales, connaisseur des institutions tiembara et acteur d'une mémoire patrimoniale.

Cette tension s'inscrit dans un champ intellectuel sénoufo plus large. Launay a montré que les discours postcoloniaux sur l'identité sénoufo peuvent reprendre certaines catégories de l'ethnographie coloniale pour les retourner en signes d'authenticité. L'œuvre de Sinali Coulibaly et le pamphlet de Charles Valy Tuho relèvent de cette même tension entre réhabilitation identitaire, critique culturelle et mise en récit du passé. Dans cet espace contrasté, la chefferie de Péléforo Gbon apparaît comme un lieu de cristallisation des récits de grandeur, des critiques de domination et des interrogations identitaires.

Le sous-développement structurel du Nord nourrit cette mémoire clivée en lui donnant une assise matérielle. C. Aubertin (1980) a montré que la région demeure durablement marquée par les inégalités héritées de l'économie coloniale. T. Bassett (2002) confirme que la « révolution agricole » cotonnière du Nord s'est construite sur les structures d'intermédiation héritées, prolongeant les inégalités entre cantons et entre groupes sociaux. La mémoire patrimoniale valorise surtout la figure du chef protecteur, en faisant de Péléforo Gbon l'artisan de la préservation du pays sénoufo. Elle tend cependant à atténuer les coûts sociaux de cette protection : charges reportées sur les cantons périphériques, dépendances envers le pouvoir central et tensions durables avec les chefferies voisines.

Notre analyse permet de dépasser cette opposition entre mémoire glorieuse et mémoire critique en montrant qu'elles sont toutes deux des produits de l'ambivalence fondatrice : la protection de Korhogo

était réelle, mais elle était inséparable de l'exploitation des cantons voisins ; l'accumulation familiale était efficace, mais elle contenait le ferment de la fragmentation dynastique.

3.3. Héritages conflictuels et recompositions politiques

Le multipartisme, instauré au début des années 1990, opère une conversion décisive : les tensions intra-familiales accumulées depuis un demi-siècle se projettent sur l'échiquier partisan national. La séquence, restituée par C. Timité⁶épouse une logique de dispersion centrifuge remarquablement cohérente. Dans les années 1980, Maître Lanciné Gon-Coulibaly, dernier fils du patriarche, rompt avec le PDCI et rejoint le FPI de Laurent Gbagbo, devenant le porte-étendard du parti socialiste dans le grand Nord (L. Coulibaly, 2005). Face à lui, Kassoum Coulibaly reste fidèle au PDCI, « au nom du pacte entre son père et Félix Houphouët-Boigny » (Timité, 2009, p. 2). La génération suivante radicalise la dispersion. Amadou Gon Coulibaly rejoint le RDR d'Alassane Ouattara et bat son oncle Kassoum aux législatives de 1995 (Timité, 2009, p. 2). En 2010, la configuration atteint son paroxysme; Issa Malick Coulibaly dirige la campagne de Gbagbo tandis qu'Amadou Gon Coulibaly dirige celle de Ouattara – deux descendants directs du même patriarche, au service de deux candidats dont l'affrontement conduira le pays à la guerre civile (Jeune Afrique, 24 septembre 2010).

Cette dispersion ne peut être réduite au seul opportunisme individuel. Elle peut aussi être mise en relation avec la pluralisation des ressources d'autorité produite par la stratégie dynastique de Péléforo Gbon. En distribuant ses descendants entre les sphères coutumière, religieuse, administrative et politique, il avait contribué à constituer un capital familial différencié, susceptible d'être réinvesti dans des conjonctures partisans distinctes. L'adhésion à des formations rivales apparaît ainsi moins comme la reproduction mécanique d'un héritage que comme l'une de ses reconfigurations possibles dans le cadre du multipartisme. À titre d'exemple, en 1986, le conseil municipal de Korhogo avait une coloration lignagère :

⁶ Cheick Timité, 2009, « Crise politique à Korhogo : Comment la politique a divisé la famille Gon-Coulibaly », *Journal Nord-Sud*, n° 1362, p. 2.

« Parmi les 41 conseillers en exercice, 20 membres représentent les lignages issus du fondateur Nanguin Soro et de sa sœur Tiégolo, dont 10 sont fils ou petits-fils de Gbon Coulibaly ; 7 membres représentent les communautés Dyeli et Fodonon de la ville ; 6 membres occupent des positions économiques dominantes à Korhogo, notamment au sein de l'association régionale des transporteurs dirigée par Coulibaly Kassoum, petit-fils du patriarche » (Labazée, 1990, p. 3).

En effet, cette monopolisation des postes reposait sur un pacte implicite avec le pouvoir central. En échange du contrôle de la région, l'État garantissait le monopole familial. Le multipartisme brise ce pacte en offrant aux descendants dissidents des voies d'accès au pouvoir indépendantes de la chefferie.

La crise de 2002 constitue un troisième moment de rupture, d'une nature différente des précédents. La prise de Korhogo par les Forces nouvelles de Guillaume Soro ne redistribue pas seulement les cartes partisans. Elle remet en cause les fondements mêmes de l'autorité traditionnelle. Les travaux de Förster sont ici décisifs. Dans son étude sur les reconfigurations post-conflit, il montre que la crise a produit une situation où « maintenant, on sait qui est qui » – C'est-à-dire où les positions de pouvoir héritées sont contestées par des acteurs dont la légitimité repose sur l'action récente et non sur la filiation (Förster, 2010). La gouvernance rebelle instaure un « dialogue direct » avec la population qui court-circuite les médiations traditionnelles (Förster, 2015). Les commandants de zone militaire, les jeunes combattants, les commerçants reconvertis dans le négoce transfrontalier constituent autant de figures d'autorité concurrentes que les descendants de Péléforo Gbon doivent désormais affronter. L'analyse de Förster confirme, dans un contexte radicalement transformé, le schéma théorique que notre étude a dégagé : le pouvoir de Gbon, fondé sur l'articulation de registres multiples, était structurellement vulnérable à toute crise redistribuant les cartes de la légitimité. L'irruption d'acteurs armés qui ne doivent rien ni au poro ni à la filiation dynastique représente précisément le type de rupture que le système d'accommodation ne savait pas absorber.

Les rivalités inter-chefferies, enfin, constituent un fil rouge que l'historiographie n'a pas suffisamment tiré et qui traverse la totalité de notre analyse. La résistance de Sinématiali à l'hégémonie de Korhogo, attestée dès le règne de Zwakognon, prolongée par le refus électoral de 1945, confirmée par le rejet de Bêma par Napié en 1942 et par l'hostilité de ces cantons aux missions du RDA jusque dans les années 1960 (Labazée, 1990, p. 15-17), n'a jamais été qu'un épisode clos. L'attention à ces résistances – celles des cantons périphériques, celles des administrés de 1922, celles des générations déplacées par les migrations de travail – constitue l'apport spécifique d'une démarche de *history from below* appliquée à l'histoire des chefferies africaines. L'ambivalence fondatrice de la chefferie de Péléforo Gbon – un pouvoir fondé sur une rupture successorale, légitimé par le rite, consolidé par l'accommodation, fragmenté par la succession – a engendré un héritage que les générations suivantes n'ont pas réussi à stabiliser, précisément parce que la matrice même du pouvoir était ambivalente.

Conclusion

La longévité politique de Péléforo Gbon Coulibaly ne s'explique pas en dépit de ses ambivalences, mais par elles. L'irrégularité originelle de son accession – rupture successorale imposée avec l'appui d'un pouvoir extérieur et consolidée par une validation rituelle exceptionnelle – a fait de l'accommodation permanente une condition de stabilisation du pouvoir. Incapable de s'ancrer dans un registre unique de légitimité, Gbon a articulé des référents hétérogènes – Tiologo et investiture coloniale, poro et réseaux islamiques mandé, légitimité coutumière et ressources économiques – dont la combinaison a assuré à la fois protection, accumulation et reconnaissance politique. Mais cette efficacité a produit des tensions durables : contestations des administrés, résistances des cantons périphériques et recompositions identitaires. À sa mort, ces tensions se recomposent en une pluralité d'autorités concurrentes, ouvrant un cycle de rivalités qui constitue l'un des principaux héritages de ce mode de gouvernement.

L'analyse des sources permet ainsi de dépasser les lectures partielles. Le stéréotype colonial du Nord « laborieux » participe

d'une stratégie de légitimation du pouvoir local, tandis que la mobilisation de la main-d'œuvre et les transformations identitaires relèvent d'un processus activement structuré par la chefferie. L'accommodation apparaît dès lors comme un système cohérent, dont la logique ne se comprend qu'à l'articulation des dimensions politique, économique, religieuse et identitaire.

Sur le plan théorique, le cas de Gbon met en dialogue la notion de colonialism from the middle avec des pratiques d'intermédiation antérieures à la colonisation, que celle-ci formalise sans les inaugurer. L'attention portée aux acteurs subalternes – administrés, cantons fournisseurs de main-d'œuvre, chefferies dissidentes – en révèle le coût social, souvent atténué dans les récits mémoriels, tandis que les recompositions postérieures confirment l'inscription durable de ces tensions dans le présent politique régional.

L'ambivalence n'apparaît donc ni comme une faiblesse ni comme une anomalie, mais comme le principe même du pouvoir de Gbon. C'est parce qu'il s'est construit dans l'articulation de registres multiples qu'il a pu traverser des contextes politiques successifs ; c'est aussi pour cette raison qu'il a produit des héritages fragmentés, conflictuels et durablement inscrits dans les équilibres régionaux.

Références bibliographiques

AUBERTIN Catherine, 1980. *Histoire et création d'une région « sous-développée »*. le Nord ivoirien, Abidjan, Centre ORSTOM de Petit Bassam.

AUSTEN Ralph A., 2011. « Colonialism from the Middle: African Clerks as Historical Actors and Discursive Subjects », *History in Africa*, vol. 38, p. 21-33.

BASSETT Thomas J., 2002, *Le coton des paysans. Une révolution agricole (Côte d'Ivoire, 1880-1999)*, Paris, IRD Éditions, 291 p.

BEDARIDA François, 2001. « Le temps présent et l'historiographie contemporaine », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 69, p. 153-160.

BERNUS Edmond, 1961, « Notes sur l'histoire de Korhogo », *Bulletin de l'IFAN*, t. XXIII, série. B, n° 1-2, p. 284-290.

COOPER Frederick, 2002, *Africa since 1940: The Past of the Present*, Cambridge, Cambridge University Press.

COULIBALY Lanciné Gon, 2005. *Côte d'Ivoire. Au coeur du bois sacré*, Paris, L'Harmattan.

COULIBALY Sinali, 1978, *Le paysan sénoufo*, Abidjan/Dakar, NEA.

DJIGBE Sidjè Françoise Edwige et SORO Nibonténé Olivier, 2025. « Les relations entre Félix Houphouët-Boigny et Péléforo Gbon-Coulibaly, de 1944 à 1962 », *Revue Akiri*, vol. 3, n° 2, t. 2, mars 2025, p. 1029-1040.

FÖRSTER Till, 2010. « Maintenant, on sait qui est qui ! Re-configurations of an African society after conflict », *Development and Change*, vol. 41, n° 4, p. 699-722.

FÖRSTER Till, 2015. « Dialogue Direct: Rebel Governance and Civil Order in Northern Côte d'Ivoire », in ARJONA Ana et al. (dir.), *Rebel Governance in Civil War*, New York, Cambridge University Press, p. 203-225.

LABAZEE Pascal, 1990. *Les dynamiques du champ du pouvoir en pays Kiembara : alliances et conflits entre autorités locales et appareil d'État*, Document de travail n° 1, Abidjan, Centre ORSTOM de Petit Bassam, juin 1990, 49 p.

LAUNAY Robert, 1999. « Stereotypic Vision: the 'Moral Character' of the Senufo in Colonial and Postcolonial Discourse », *Cahiers d'études africaines*, vol. 39, n° 154, p. 271-292.

LAWRANCE Benjamin N., OSBORN Emily Lynn et ROBERTS Richard L. (dir.), 2006. *Intermediaries, Interpreters, and Clerks: African Employees in the Making of Colonial Africa*, Madison, University of Wisconsin Press.

OUATTARA Tiona Ferdinand, 2021. *Coulibaly Péléforo Gbon. Patriarche des Sénoufo de Côte d'Ivoire (1868-1962)*, Abidjan, Éditions FHB.

PERSON Yves, 1975. *Samori, une révolution dyula*, Mémoire IFAN, t. III, Dakar, IFAN.

SORO Marie-Laure, 2021. *Histoire de la chefferie sénoufo Nafara de Sinématiali : 1780-2011*. Thèse unique de Doctorat, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan).

TIMITE Cheick, 2009. « Crise politique à Korhogo : Comment la politique a divisé la famille Gon-Coulibaly », *Journal Nord-Sud*, n° 1362, p. 2.

TUHO Charles Valy, 1984, *J'ai changé de nom... Pourquoi ?*, Abidjan, NEA.